



*Original : Anglais*

**Commission finances et administration**

**12 -14 juillet 2022, Kinshasa, RD Congo**

**UPAP/CAT/CFA/02/2022 – Doc n°08**

1. <b>Objet</b>	<b>Références/paragraphes</b>	<b>Observations</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Rapport de l'auditeur externe sur les états financiers de l'Union panafricaine des postes (UPAP) pour l'exercice clos au 31 mai 2021</li></ul>	Article 5 alinéa 5 du Règlement d'exécution de la Convention ;  Article 54 du Règlement financier de l'Union panafricaine des postes.	
<b>2. Décisions attendues</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Prendre connaissance du rapport et le cas échéant, formuler des recommandations au Conseil d'administration</li><li>• Examiner, adopter et recommander le projet de décision au Conseil d'administration pour suite à donner.</li></ul>		

**UNION PANAFRICAINE DES POSTES**  
**RAPPORT ANNUEL**  
**ET**  
**ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS**  
**DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

# UNION PANAFRICAINNE DES POSTES

## RAPPORT DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL ET ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021

<b>SOMMAIRE</b>	<b>Page</b>
Généralités sur l'Union	2
Liste des sigles et abréviations	3
Rapport du Secrétariat général	4 – 12
Déclaration de responsabilité du Secrétariat général	13
Rapport de l'auditeur externe	14 – 16
<i>États financiers :</i>	
- Résultats financiers	17
- État de la situation financière (Bilan)	18
- État de l'évolution de l'actif net	19
- État des flux de trésorerie	20
- États comparatif des montants budgétisés et des montants effectifs	21
- Notes d'accompagnement des états financiers	22 – 40
Annexes	41 – 43

## **UNION PANAFRICAINNE DES POSTES**

### **RAPPORT DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL ET ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

#### **GÉNÉRALITÉS SUR L'UNION**

##### **ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL**

Union panafricaine des postes (UPAP)  
Plot No. 114, Block Z  
Sekei Golf Course  
P. O. Box 6026  
Arusha, République unie de Tanzanie

##### **DOMICILIATIONS BANCAIRES**

KCB Bank Tanzania Limited  
Victoria Tower Building  
Goliondoi/Joel Maeda Street  
P. O. Box 3053  
Arusha, République unie de Tanzanie

Standard Chartered Bank Tanzania Limited  
Sykes Building  
Goliondoi Road  
P. O. Box 3000  
Arusha, République unie de Tanzanie

CRDB Bank PLC  
Mlimani City Branch  
P. O. Box 35407  
Dar es Salaam, Tanzanie

##### **AUDITEURS / COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Ernst & Young  
Experts-comptables accrédités  
Tan House Tower (4th Floor)  
34/1 Ursino South, New Bagamoyo Road  
P. O. Box 2475  
Dar es Salaam, Tanzanie

## **UNION PANAFRICAINE DES POSTES**

### **RAPPORT DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL ET ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

#### **LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS**

ALICO	American Life Insurance Company
UA	Union africaine
CUA	Commission de l'Union africaine
EMS	Expedited Mail Service (Service de courrier accéléré)
GMS	Global Monitoring System
IFS	International Financial System
IFRS	Normes internationales d'information financière
IPS	International Postal System
IPSAS	Normes comptables internationales pour le secteur public
ISAS	Normes internationales d'audit
OUA	Organisation de l'unité africaine
UPAP	Union panafricaine des postes
TZS	Shillings tanzaniens
UPU	Union postale universelle
\$EU	Dollars américains
RUT	République unie de Tanzanie

# **UNION PANAFRICAINNE DES POSTES**

## **RAPPORT DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

### **1 INTRODUCTION**

Le Conseil d'administration de l'Union panafricaine des postes (UPAP), (ci-après désignée « l'Union »), réuni en sa 40<sup>ème</sup> session ordinaire, a pris connaissance et procédé à l'examen du rapport dressé par le Secrétariat général de l'UPAP accompagné des états financiers vérifiés pour l'exercice clos au 31 mai 2021 qui présentent la situation générale de l'Union.

### **2 GÉNÉRALITÉS**

Créée en 1980 suite à l'adoption de la résolution N° CM/Rés.810 (XXXV) par la 35<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil des ministres de l'OUA, l'UPAP voit le jour en tant qu'institution spécialisée de l'OUA chargée du développement des services postaux. Cette résolution faisait suite à la résolution CM/Rés.586 (XXIX) entérinée par la 14<sup>ème</sup> assemblée des Chefs d'État et de gouvernement de l'OUA. En prenant le relais de l'OUA dès sa création le 9 juillet 2002, l'Union africaine (UA) assure désormais la tutelle de l'ensemble des institutions spécialisées de l'ancienne organisation faïtière, y compris l'UPAP. L'Union est composée des États membres de l'UA qui ont signé et ratifié ou adhéré à la Convention portant création de l'UPAP. A présent, l'UPAP compte quarante-quatre (45) États membres, également membres de l'Union africaine. Trente-cinq (35) États ont apposé leurs signatures à la Convention dès 1980, tandis que les dix (10) autres ont déclaré leur adhésion par la suite.

### **3 MISSION ET VISION**

#### **La Vision :**

Faire de l'Afrique un réseau postal unique, partie intégrante du réseau postal mondial, offrant des produits et des services modernes et de haute qualité en réponse aux besoins de la clientèle.

#### **Mission**

Promouvoir des réformes pour le développement des réseaux postaux physiques, électroniques et financiers avec l'ensemble des États membres et raffermir la coopération entre les parties prenantes.

#### **Objectifs stratégiques**

**Objectif 1 :** La création en qualité et en quantité suffisantes de comptoirs postaux et de réseaux de distribution du courrier intra-africain ;

**Objectif 2 :** L'élaboration de nouveaux produits et services dans le domaine des TIC, et le développement des services financiers postaux en Afrique ;

**Objectif 3 :** L'amélioration de l'efficacité et du renforcement des capacités au Secrétariat général de l'UPAP et dans les administrations postales ;

**Objectif 4 :** La mise en place d'un territoire postal unique pour le continent ;

## **UNION PANAFRICAINNE DES POSTES**

### **RAPPORT DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

**Objectif 5 :** La promotion des reformes pour le développement durable du secteur postal ;

**Objectif 6 :** La promotion des initiatives responsable et positives en faveur de la communauté et de l'environnement.

## **UNION PANAFRICAINNE DES POSTES**

### **RAPPORT DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (suite) DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

#### **4 ÉTATS MEMBRES DE L'UPAP**

Ci-après la liste des États membres de l'Union :

- Algérie
- Angola
- Bénin
- Botswana
- Burkina Faso
- Burundi
- Cameroun
- République centrafricaine
- Tchad
- Comores
- Congo
- Cote d'Ivoire
- République démocratique du Congo
- Égypte
- Guinée équatoriale
- Érythrée
- Eswatini (Swaziland)
- Éthiopie
- Gabon
- Gambie
- Ghana
- Guinée
- Kenya
- Lesotho
- Liberia
- Libye
- Madagascar
- Malawi
- Mali
- Maroc
- Mozambique
- Namibie
- Niger
- Nigeria
- Sénégal
- Sierra Leone
- Somalie
- Afrique du Sud
- Soudan
- Tanzanie
- Togo
- Tunisie
- Ouganda
- Zambie
- Zimbabwe



## **UNION PANAFRICAINNE DES POSTES**

### **RAPPORT DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (suite) DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

#### **5 STRUCTURE DE GOUVERNANCE**

La gouvernance de l'Union panafricaine des postes est assurée par trois (3) organes permanents, à savoir :

##### **La Conférence des plénipotentiaires**

###### **Composition**

La Conférence des plénipotentiaires, ci-après "la Conférence" est l'organe suprême de l'Union chargé de veiller à l'atteinte de ses objectifs. Elle est composée de l'ensemble des ministres des États membres chargés des services postaux. Elle comprend également l'ensemble des États membres de l'Union africaine ayant ratifié ou adhéré à la Convention de l'UPAP.

###### **Fonctions**

Les fonctions de la Conférence des plénipotentiaires sont les suivantes:

1. adopter et/ou réviser la Convention, le Règlement d'exécution et le Règlement financier ;
2. déterminer la politique générale que l'Union doit suivre pour atteindre les objectifs énoncés à l'article 9 de la convention ;
3. examiner et approuver le programme d'activités et les comptes de l'Union et fixer le plafond des budgets annuels pour la période quadriennale ;
4. fixer le barème de contributions des États-membres et des membres associés ;
5. fixer la structure du Secrétariat général, élire le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint de l'Union et fixer leurs traitements, indemnités et autres conditions de service ;
6. créer les organes subsidiaires qu'il peut juger nécessaires pour atteindre les buts de l'union et établir les règles selon lesquelles ces organes doivent mener leurs activités.
7. approuver les accords provisoires conclus entre l'Union et les autres organisations africaines et internationales et d'autres pays ;
8. adopter à l'issue de chacune de ses sessions un rapport qui est adressé à tous les États membres ainsi qu'à l'Union africaine (UA) ;
9. examiner les rapports d'activités du Conseil d'administration et du Secrétariat général de l'Union depuis la dernière session de la Conférence.
10. élire les membres du Conseil d'administration.

##### **Le Conseil d'administration**

###### **Composition**

Le Conseil d'administration est composé d'États membres élus par la Conférence des plénipotentiaires pour un mandat de quatre ans. pour un mandat de quatre (4) ans. Il compte vingt-cinq (25) États membres. Vingt-quatre (24) de ses membres sont élus par la Conférence, tandis que le vingt-cinquième membre est le pays siège de l'Union.

Les vingt-quatre membres élus du Conseil d'administration sont répartis au prorata entre les différentes régions de l'Union africaine.

## UNION PANAFRICAINNE DES POSTES

### RAPPORT DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (suite) DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021

#### 5 STRUCTURE DE GOUVERNANCE (suite)

L'État membre, Président en exercice de la Conférence, occupe d'office un des sièges attribués à sa région si, avant les élections, il en exprime le désir. Dans l'intervalle des sessions de la Conférence, le Conseil d'administration est l'organe de prise de décisions l'Union dans les limites des pouvoirs à lui délégués par la Conférence.

Pour l'exercice 2020/2021, les membres du Conseil d'administration sont les suivants :

Zimbabwe	-	Australe	-	Président
Madagascar	-	Est	-	1 <sup>er</sup> Vice-président
Sénégal	-	Ouest	-	2 <sup>ème</sup> Vice-président
Gabon	-	Centrale	-	Rapporteur
Tunisie	-	Nord	-	Rapporteur
Burkina Faso	-	Ouest	-	Membre
Cameroun	-	Centrale	-	Membre
Tchad	-	Centrale	-	Membre
République du Congo	-	Centrale	-	Membre
Cote d'Ivoire	-	Ouest	-	Membre
Égypte	-	Nord	-	Membre
Kenya	-	Est	-	Membre
Mali	-	Ouest	-	Membre
Mozambique	-	Australe	-	Membre
Niger	-	Ouest	-	Membre
Nigeria	-	Ouest	-	Membre
Soudan	-	Est	-	Membre
Tanzanie	-	Est	-	Membre
Ouganda	-	Est	-	Membre
Zambie	-	Australe	-	Membre

#### Fonctions

1. dirige, contrôle et coordonne les activités de l'Union en matière administrative, financière et technique ;
2. adopte le programme d'activités et le budget annuels de l'Union ;
3. mettre en œuvre les décisions de la Conférence des plénipotentiaires relatives aux contributions annuelles des membres au budget de l'Union ;
4. fixe le traitement de base, les indemnités et autres conditions de service de tous les fonctionnaires de l'Union, à l'exception du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint ;
5. adopte le rapport annuel de gestion, les comptes vérifiés de l'Union présentés par le Secrétaire général et le Règlement du personnel ;
6. supervise la négociation d'accords provisoires avec d'autres organisations ayant des activités connexes à celles de l'Union et les soumet à l'approbation de la conférence ;
7. soumet à la Conférence des propositions concernant les règles applicables aux activités de l'Union en matière financière, administrative et technique ;
8. prépare l'ordre du jour provisoire des sessions de la Conférence ;

## **UNION PANAFRICAINNE DES POSTES**

### **RAPPORT DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (suite) DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

#### **5 STRUCTURE DE GOUVERNANCE (suite)**

##### **Fonctions du Conseil d'administration (suite)**

9. présente à Conférence des plénipotentiaires le rapport d'activités de l'Union pour chaque cycle quadriennal ;
10. examine et adopte les rapports et recommandations des Commissions administratives et techniques ;
11. statue sur les dossiers de candidatures aux différents postes du Secrétariat général, y compris les postes électifs ;
12. créer des comités spéciaux qu'il peut juger nécessaires pour atteindre les objectifs de l'union et établir les règles de fonctionnement desdits organes ; et
13. proposer à la Conférence des plénipotentiaires, la mise en place de Commissions administratives et techniques en cas de besoin ;

##### **Le Secrétariat général ;**

Le Secrétariat général est l'organe exécutif et le bureau de l'Union. Le Secrétaire général assure la direction du Secrétariat général, assisté du Secrétaire général adjoint ; Le Secrétaire général rend compte à la Conférence des plénipotentiaires et au Conseil d'administration, tandis que le Secrétaire général adjoint rend compte au Secrétaire général. L'organisation et le fonctionnement du Secrétariat général sont définis conformément aux dispositions de la Convention, Règlement d'exécution, du Règlement du personnel et du Règlement financier.

##### **Fonctions**

Le Secrétaire général assure la direction du Secrétariat général et agit en qualité de représentant légal de l'Union. Il assure les fonctions ci-après :

1. Assurer la réalisation des objectifs de l'Union tels que définis à l'article 9 de la Convention ;
2. Préparer l'ordre du jour, la convocation de toutes les réunions de l'Union et en assure les services de Secrétariat ;
3. Assurer la tenue de tous les documents et archives de l'Union ;
4. Préparer le projet de programme d'activités et le budget prévisionnel de l'Union pour chaque cycle quadriennal, et les soumettre à l'approbation de la Conférence ;
5. Préparer le projet de programme d'activités et le budget prévisionnel de l'Union pour chaque exercice, et les soumettre à l'approbation du Conseil ;
6. Présenter à l'approbation du Conseil les comptes de l'Union de l'exercice précédent ;
7. Assister à toutes les sessions de la Conférence et du Conseil ;
8. Assister ou se faire représenter aux réunions des Comités administratifs et techniques et aux séminaires de l'Union ;
9. Assister ou se faire représenter, dans la mesure du possible, aux réunions et conférences auxquelles l'Union est conviée ;
10. Nommer les autres membres du Secrétariat après consultation du Conseil ;
11. Informer les États-membres de toute adhésion à ou dénonciation de la Convention ;
12. Commettre, s'il le juge nécessaire, et sous réserve de l'approbation du Conseil, des experts pour mener des études spécifiques approuvées par le Conseil ;

#### **5 STRUCTURE DE GOUVERNANCE (suite)**

## **UNION PANAFRICAINNE DES POSTES**

### **RAPPORT DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (suite) DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

#### **Fonctions du Secrétariat général (suite)**

13. Diffuser périodiquement l'actualité sur l'évolution des services postaux ;
14. Assurer la mise en œuvre des décisions de la Conférence et du Conseil ;
15. Après consultation des États-membres, prendre les mesures nécessaires pour l'exécution des programmes approuvés par l'Union ;
16. Présenter à la Conférence des Plénipotentiaires un rapport d'activités du Secrétariat général depuis la dernière Conférence des Plénipotentiaires ;
17. Présenter au Conseil d'administration un rapport annuel d'activités du Secrétariat général dans l'intervalle des deux sessions ;
18. Négocier sous la supervision du Conseil, des accords provisoires avec d'autres organisations ;
19. Créer et tenir une base de données sur les activités postales des États membres et des membres associés ;
20. S'acquitter de toute autre tâche qui lui serait confiée par la Conférence et le Conseil.

En sa qualité de numéro deux du Secrétariat général, les fonctions du Secrétaire général adjoint sont les suivantes :

1. assure l'intérim du Secrétaire général en cas d'empêchement ou d'absence de ce dernier ;
2. Assurer la supervision des structures opérationnelles du Secrétariat général ;
3. Évaluer les performances des membres du personnel ;
4. Présider les comités de recrutement, de promotion et de discipline et formuler des recommandations à l'examen de la Direction (Comité consultatif) ;
5. Assurer la coordination des activités de coopération avec les organisations régionales et internationales susceptibles de promouvoir le développement et la diversification des produits et services postaux de qualité, répondant aux exigences d'un environnement en pleine mutation ;
6. Assister le Secrétaire général à harmoniser, dans la mesure du possible, les positions des États membres lors des réunions internationales, notamment au niveau de l'Union postale universelle (UPU) ;
7. représenter le Secrétaire général à certaines réunions de haut niveau ainsi qu'aux réunions des Commissions techniques ;
8. Exécuter toute autre tâche à lui confiée par le Secrétaire général. Le Secrétaire général adjoint est responsable devant le Secrétaire général.

#### **6 LE PROGRAMME D'ACTIVITÉS**

Pour l'exercice 2020/2021, le programme d'activités se décline comme suit :

- a) Etude sur la digitalisation des services postaux en Afrique en collaboration avec la Commission de l'Union africaine.
- b) L'échange des bonnes pratiques à l'ère de la pandémie de Covid-19.
- c) Réunion de concertation avec les États africains membres du Conseil d'administration de l'UPU.
- d) Conférence virtuelle UA-UPU-UPAP sur le commerce électronique, l'inclusion et la transformation numérique en Afrique grâce aux infrastructures postales et de zones de libre échange.

## **UNION PANAFRICAINNE DES POSTES**

### **RAPPORT DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (suite) DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

- e) Semaine du Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA), consacrée à la transformation numérique en Afrique et organisée par la CUA et le NEPAD.

#### **6 LE PROGRAMME D'ACTIVITÉS (suite)**

- f) Session mixte du Conseil d'exploitation postale et du Conseil d'administration de l'UPU.
- g) Les transferts d'argent dans le contexte de la pandémie Covid-19 et perspectives d'avenir : cas du secteur postal africain.
- h) Conférence virtuelle de l'UPAP sur le renforcement des activités EMS en Afrique.
- i) Dialogue sur les paiements « Évolution et révolution : les paiements du point de vue du consommateur ».
- j) La Zone de libre-échange continentale (ZLECA) : quelles perspectives pour le secteur postal africain?
- k) Concertation virtuelles des Etats africains membres du Groupe de travail sur l'ouverture de l'UPU aux acteurs du secteur postal élargi. l) Réunions virtuelles des Commissions administratives et techniques de l'UPAP.
- m) 39<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil d'administration de l'UPAP.
- n) 10<sup>ème</sup> Session ordinaire de la Conférence des plénipotentiaires de l'UPAP.

#### **7 OPÉRATIONS AVEC DES PARTIES LIÉES**

L'Union bénéficie des subventions et des contributions versées respectivement par les bailleurs de fonds et les États membres. Le détail des opérations et des soldes avec les parties liées est présenté à la note 24 aux états financiers.

#### **8 RÉSULTATS DE L'EXERCICE**

Au cours de l'exercice, l'Union a enregistré un excédent de 205 715 \$EU (2020 : 176 821 \$EU). Les résultats sont disponibles à la page 17 des présents états financiers.

#### **9 SITUATION FINANCIÈRE**

La situation financière de l'Union est disponible à la page 18 des présents états financiers.

## UNION PANAFRICAINNE DES POSTES

### RAPPORT DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (suite) DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021

#### 10 ÉTAT DES DÉPENSES ET DES AFFECTATIONS PAR PRINCIPAUX POSTES DE DÉPENSES

Rubrique	Réalisé 2019/2020	Réalisé 2020/2021	Budget 2020/2021	Budget Réalisation %
	\$EU	\$EU	\$EU	\$EU
Émoluments du personnel	439 401	444 722	448 241	99
Dépenses communes de personnel	506 287	523 484	698 003	75
Frais de déplacement pour missions officielles	48 206	13 250	36 000	37
Loyer et entretien des locaux	13 589	13 883	32 920	42
Communication	8 596	7 068	18 000	39
Autres charges	39 704	40 775	58 340	70
Conférences, ateliers, programmes/projets techniques	231 808	34 779	89 074	39
Amortissement des immobilisations corporelles	20 895	20 241	17 423	116
Amortissement du fonds à bail	-	-	-	
Radiation des créances douteuses	-	-	-	
Provisions pour arriérés de contributions de longue date	247 358	320 968	-	
<b>Total</b>	<b>1 555 844</b>	<b>1 419 170</b>	<b>1 612 277</b>	<b>68,11%</b>

#### 11 BIEN-ÊTRE SOCIAL DU PERSONNEL

##### Relations entre partenaires sociaux

Les relations entre les employés et la Direction sont au beau fixe. Aucune requête formulée par la personnel et non résolue n'a été enregistrée par la Direction au cours de l'exercice.

L'Union estime que son personnel devrait pouvoir juger édifiante et exaltante leur expérience au sein de l'Union, et assume la coresponsabilité de veiller au développement du plein potentiel de chaque membre du personnel. L'évolution professionnelle est tributaire de l'atteinte de sa mission individuelle par chaque employé avec le concours de l'Union. Il s'agira pour chacun de prendre l'engagement individuel d'œuvrer en faveur des objectifs valorisants que sont l'innovation et la quête du professionnalisme.

##### La formation

## **UNION PANAFRICAINNE DES POSTES**

### **RAPPORT DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (suite) DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

L'identification, l'acquisition et le développement des talents et des compétences se poursuit dans le cadre du programme global de gestion des compétences. Des membres du personnel suivent actuellement des formations en externe et en interne à différents niveaux de l'organisation.

## **UNION PANAFRICAINNE DES POSTES**

### **RAPPORT DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (suite) DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

#### **11 BIEN-ÊTRE SOCIAL DU PERSONNEL (suite)**

##### **Parité hommes-femmes**

Au 31 mai 2021, le Secrétariat général comptait un effectif de 15 personnes, dont 2 femmes et 13 hommes. (31 mai 2020 : 15 employés dont 13 hommes et 2 femmes).

#### **12 SOLVABILITÉ**

Le Conseil d'administration confirme que les états financiers ont été dressés selon les normes financières en vigueur et selon le principe de la continuité d'exploitation. Le Conseil d'administration a passé en revue la situation financière de l'Union, les prévisions, le règlement des contributions financières statutaires et d'autres sources de financement. Le Conseil d'administration note avec satisfaction que l'Union est solvable et capable de poursuivre ses activités sur le long terme. En effet, le Conseil d'administration a des motifs raisonnables de croire que l'Union dispose des moyens lui permettant de poursuivre ses activités dans un avenir prévisible.

#### **13 GESTION DE L'ENVIRONNEMENT**

L'Union s'est conformé à toute la réglementation et toute la législation en vigueur en la matière au sein du pays hôte.

#### **14 DONS A CARACTÈRE POLITIQUE ET CARITATIF**

Au cours de l'exercice, l'Union n'a octroyé aucun don à caractère politique ou caritatif (31 mai 2020 : AUCUN).

#### **15 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE DU BILAN**

Hormis les éléments communiqués dans la note 26 des états financiers, aucun autre événement ne s'est produit entre la clôture de l'exercice financier et la date d'approbation des états financiers qui n'ait pas été communiqué par le Conseil d'administration.

#### **16 AUDITEURS / COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Le cabinet Ernst & Young a assuré la vérification des comptes pour l'exercice clos au 31 mai 2021 et fait part de sa volonté de poursuivre son mandat ayant rempli les conditions d'éligibilité.

#### **POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION ET PAR ORDRE**

Le présent rapport est approuvé par la 40<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil d'administration et signé au nom et pour le compte dudit Conseil par :

\_\_\_\_\_  
**Monsieur Sifundo Chief  
Moyo  
Secrétaire général**

\_\_\_\_\_  
**Date**



## **UNION PANAFRICAINNE DES POSTES**

### **DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL CONCERNANT L'ÉLABORATION DES ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

A chaque exercice financier, le Secrétaire général est tenu de dresser des états financiers qui présentent fidèlement et à tous égards importants, la situation financière de l'Union en fin d'exercice ainsi que les éventuels excédents ou déficits. Il veille également à ce que l'Union tienne des documents comptables qui rendent compte avec une exactitude raisonnable de la situation financière de l'Union. Le Secrétaire général est chargé de la protection du patrimoine de l'Union et prend toutes les mesures raisonnables afin de prévenir et de déceler des actes de fraude, des erreurs ou toute autre forme d'irrégularité.

Le Secrétaire général assume la pleine responsabilité des présents états financiers annuels dressés selon des conventions comptables en vigueur ; sur le fondement des appréciations et des estimations raisonnables et prudentes ; et conformément à la Norme comptable internationale pour le secteur public (IPSAS).

La Secrétaire général assume, en outre, la pleine responsabilité de la tenue des documents comptables qui pourraient servir à l'élaboration des états financiers, et assure la mise en place de systèmes de contrôle interne efficaces.

Le Secrétaire général estime que le système de contrôle interne donne une assurance raisonnable de ce que les documents financiers pourraient servir à l'élaboration des états financiers. Mais en tout état de cause, tout système de contrôle interne ne donnerait qu'une assurance raisonnable et non une assurance absolue relative à la survenance des inexactitudes ou des pertes significatives.

Aucune observation n'a été formulée à l'attention du Conseil d'administration susceptible de semer le doute sur la capacité de l'Union à poursuivre ses activités sur les douze prochains mois à compter de la date de publication des présents états financiers.

---

**Sifundo Chief Moyo**  
**Secrétaire général**

---

**Date**

## **RAPPORT DE L'AUDITEUR EXTERNE**

**aux membres du Conseil d'administration de  
l'Union panafricaine des postes (UPAP)**

### **RAPPORT SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS**

#### **Opinion**

Nous venons de parachever la vérification des états financiers de l'Union panafricaine des postes (pages 17 à 40) composés de l'état de la situation financière (le bilan) au 31 mai 2021, l'état des résultats financiers, l'état de l'évolution de l'actif net et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice écoulé ainsi que les notes annexes et une synthèse des principales conventions comptables.

A notre avis, les états financiers ci-joints présentent une image fidèle et sincère de la situation financière de l'Union au 31 mai 2021, de ses résultats financiers et de ses flux de trésorerie pour l'exercice écoulé, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) et aux dispositions de la Convention constitutive de l'Union.

#### ***Justification de l'opinion***

Nous avons mené cet audit conformément aux normes ISA (Standards internationaux d'audit). Nos responsabilités aux termes de ces normes sont précisées dans la partie de notre rapport dédiée aux *Responsabilités de l'auditeur en matière de vérification des états financiers*. Nous sommes indépendants de l'Union conformément au Code de l'IESBA (Conseil des normes internationales de déontologie comptable) et aux exigences déontologie en vigueur au Tanzanie, et nous avons observé toutes les obligations déontologiques relevant desdites exigences et dudit Code.

Nous estimons que les éléments recueillis sont suffisamment probants et fiables pour constituer la justification de notre opinion.

#### ***Autres informations reprises dans les états financiers clos le 31 mai 2021***

Le Conseil d'administration est responsable des autres informations. Les autres informations regroupent les informations figurant aux pages 2 à 13 des états financiers de l'Union panafricaine des postes pour l'exercice clos le 31 mai 2021, notamment les informations générales de l'Union, la liste des acronymes et abréviations, le rapport du Secrétariat général et la déclaration de responsabilité du Secrétaire général en matière d'élaboration des états financiers. Sont exclus, les états financiers et notre rapport d'audit des états financiers. Le Secrétariat général est responsable des autres informations.

Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas les autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance à ce sujet.

Dans le cadre de la vérification des états financiers, notre responsabilité consiste à prendre connaissance des autres informations, et ce faisant, de vérifier si ces autres informations présentent une incohérence de fond avec les états financiers ou les connaissances obtenues au cours de notre vérification, ou dans le cas contraire, de savoir si elles contiennent des inexactitudes importantes. Si au terme de nos diligences nous constatons que les autres informations contiennent une inexactitude importante, nous sommes tenus d'en rendre compte. A cet égard, nous n'avons rien à signaler.

## **RAPPORT DE L'AUDITEUR EXTERNE (suite)**

**aux membres du Conseil d'administration de  
l'Union panafricaine des postes (UPAP)**

### ***Obligations de la Direction et des responsables de la gouvernance***

Le Conseil d'administration (ci-après "le Conseil") est responsable de l'élaboration et de la présentation fidèle et sincère des présents états financiers conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) et pour la mise en place des contrôles internes que il jugera utile pour l'élaboration des états financiers exempts de toute d'anomalie significative attribuable aux erreurs ou à la fraude.

Dans le cadre de l'élaboration des états financiers, le Conseil est chargé d'apprécier la capacité de l'Union à poursuivre ses activités et de signaler, le cas échéant et selon le principe comptable dit " de continuité d'exploitation ", toute question relative à la continuité d'exploitation, à moins d'avoir l'intention de procéder à la liquidation de l'Union ou à la cessation de ses activités au cas où le Conseil ne dispose d'aucune alternative viable en dehors de celles-ci.

Le Conseil assure le pilotage du processus d'information financière de l'Union.

### ***Obligations de l'auditeur***

Notre objectif principal consiste à obtenir une assurance raisonnable que les comptes dans leur ensemble ne comportent aucune anomalie significative, qu'elles résultent de fraude ou d'erreurs, et de présenter un rapport d'audit qui exprime notre opinion. L'assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevée, certes, mais elle ne peut garantir qu'un audit mené conformément aux Standards internationaux d'audit (ISA) permet systématiquement de détecter des anomalies significatives lorsque celles-ci existent. Les anomalies peuvent provenir de la fraude ou d'erreurs et celles-ci sont jugées significatives lorsque, pris isolément ou dans leur ensemble, elles sont raisonnablement susceptibles d'influer sur les décisions économiques que prendront les usagers sur la base des états financiers sous revue.

Dans le cadre des audits réalisé conformément aux standards ISA, nous exerçons notre jugement professionnel tout en faisant preuve de scepticisme professionnel tout au long du processus. En outre, nous devons :

- Procéder à l'identification et à l'appréciation des risques d'anomalie significative, qu'elle résulte de la fraude ou d'erreurs, à la conception et à la mise en œuvre de procédés de vérification répondant à ces risques. Il s'agit également de recueillir des éléments suffisamment probants et fiables pour constituer la justification de notre opinion. Le risque de non-détection des anomalies significatives découlant de la fraude est supérieur au risque d'anomalie résultant d'erreurs car la fraude pourrait prendre la forme de collusion, de falsification, d'omission volontaire, de fausse déclaration ou de contournement des contrôles internes.
- Prendre connaissance des contrôles internes qui ont servi à la vérification des états financiers, afin d'élaborer des procédures d'audit adaptées au cas d'espèce. Mais il ne s'agit nullement de formuler une opinion sur l'efficacité des contrôles internes de l'Union.
- Évaluer l'adéquation des conventions comptables appliquées, le caractère raisonnable des estimations et les informations connexes présentées par le Conseil.

- Nous prononcer sur la pertinence du choix par le Conseil du principe de continuité d'exploitation et fort des éléments probants obtenus, de déterminer s'il existe une incertitude significative liée à des événements ou des conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Union à poursuivre ses activités. Nos constats reposent sur les éléments probants obtenus à la date de notre rapport d'audit. Toutefois, des événements ou conditions ultérieurs pourraient amener l'Union à cesser ses activités.

## **RAPPORT DE L'AUDITEUR EXTERNE (suite)**

### **aux membres du Conseil d'administration de l'Union panafricaine des postes (UPAP)**

#### ***Obligations de l'auditeur (suite)***

- Procéder à une évaluation de la présentation générale, de la structure et du contenu des états financiers, notamment des informations, afin de déterminer si lesdits états financiers reflètent la réalité des opérations et événements sous-jacents de manière fidèle et sincère.

Nous communiquons avec les responsables de la gouvernance afin d'arrêter, entre autres, l'étendue et le calendrier de l'audit, de signaler les constatations importantes, notamment les éventuelles déficiences importantes du contrôle interne détectées au cours de l'audit.

## **RAPPORT SUR D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES**

Le présent rapport, notamment l'opinion d'audit, a été dressé uniquement à l'intention des membres de l'Union en tant qu'organe, conformément à la Convention constitutive de l'Union à l'exclusion de tout autre objet.

Conformément au Règlement financier de l'UPAP, nous vous faisons rapport de ce qui suit au terme de la mission d'audit qui nous a été confiée :

- les transactions effectuées durant l'exercice ont été conformes au Règlement financier.

L'associé chargé de la mission d'audit ayant donné lieu au présent rapport d'audit indépendant est Neema Kiure Mssusa.

**Ernst & Young**  
**Experts-comptables accrédités**

Signé : Dr Neema Kiure Mssusa – Associé (FCPA 1227) : \_\_\_\_\_  
**Dar es Salaam**

Date : \_\_\_\_\_

**UNION PANAFRICAIN DES POSTES  
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**

**RÉSULTATS FINANCIERS  
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

		<u>2021</u> \$EU	<u>2020</u> \$EU
	<b>Notes d'acc ompa gnem ent</b>		
<b>Produits des opérations sans contrepartie</b>			
Contributions des États membres	7	1 390 671	1 390 671
Autres recettes	8	231 431	339 300
Amortissement des subventions d'investissement	18	2 694	2 694
		<u><b>1 624 796</b></u>	<u><b>1 732 665</b></u>
<b>Dépenses</b>			
Charges administratives	9	1 077 962	1 287 591
Amortissement du fonds à bail	12	-	-
Amortissement des immobilisations corporelles	13	20 294	20 895
Provisions pour arriérés de contributions de longue date	10	320 968	247 358
		<u><b>1 419 224</b></u>	<u><b>1 555 844</b></u>
Excédent sur l'exercice		<u><b>205 572</b></u>	<u><b>176 821</b></u>
<b>Autres produits</b>			
Ajustement de réévaluation		<u>57 039</u>	<u>2 034 327</u>
Total excédent et autres produits		<u><b>262 611</b></u>	<u><b>2 211 148</b></u>

**UNION PANAFRICAIN DES POSTES  
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (BILAN)  
AU 31 MAI 2021**

	Notes d'acco mpagn ement	2021  \$EU	2020  \$EU
<b>ACTIFS</b>			
<b>Actifs à long terme</b>			
Fonds à bail	12	-	2 067 017
Immobilisations corporelles	13	162 615	125 870
Investissements de la coentreprise	14	6 087 934	3 020 917
		<b>6 250 549</b>	<b>5 213 804</b>
<b>Actifs à court terme</b>			
Arriérés de contribution des membres	15	1 850 358	1 744 349
Débiteurs divers	16	24 990	5 641
Liquidités et soldes bancaires	17	1 319 018	2 335 554
Caisse de retraite	23	543 323	440 019
		<b>3 737 689</b>	<b>4 525 563</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>9 988 238</b>	<b>9 739 367</b>
<b>ACTIF ET PASSIF NETS</b>			
<b>Actif net</b>			
Fonds cumulés		5 138 783	4 933 211
Autres réserves		4 112 283	4 055 244
		<b>9 251 066</b>	<b>8 988 455</b>
<b>Passif à long terme</b>			
Subventions d'investissement reportées	18	51 413	54 106
<b>Passif à court terme</b>			
Contributions des membres reçues d'avance	19	95 323	202 724
<b>Obligations</b>	<b>20</b>	<b>46 921</b>	22 257
Créditeurs divers	20	192	31 807
Caisse de retraite	23	543 323	440 019
		<b>685 759</b>	<b>696 807</b>
<b>Total du passif</b>		<b>737 172</b>	<b>750 913</b>
<b>TOTAL ACTIF ET PASSIF NETS</b>		<b>9 986 238</b>	<b>9 739 367</b>

Les états financiers ont été validés pour publication par le Conseil d'administration à la date du..... et signé au nom et pour le compte de ce dernier par :

\_\_\_\_\_  
Président du Conseil Signature\_\_\_\_\_ d'administration

Monsieur Sifundo Chief Moyo  
Secrétaire général  
Secrétaire général Signature\_\_\_\_\_

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES  
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (BILAN)  
AU 31 MAI 2021**

**UNION PANAFRICAIN DES POSTES  
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**

**ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET  
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

	<b>Fonds cumulés</b>	<b>Autres réserves</b>	<b>Total</b>
	<b>\$EU</b>	<b>\$EU</b>	<b>\$EU</b>
<b><u>2021</u></b>			
Au 1er juin 2020	4 933 211	4 055 244	8 988 455
Excédent sur l'exercice	205 572	-	205 572
Ajustement des gains de réévaluation (Note 13)	-	57 039	57 039
<b>Au 31 mai 2021</b>	<b>5 138 783</b>	<b>4 112 283</b>	<b>9 251 066</b>
<b><u>2020</u></b>			
Au 1er juin 2019	4 756 390	2 020 917	6 777 307
Excédent sur l'exercice	176 821	-	176 821
Juste valeur du terrain (Note 12)	-	2 034 327	2 034 327
<b>Au 31 mai 2020</b>	<b>4 933 211</b>	<b>4 055 244</b>	<b>8 988 455</b>



**UNION PANAFRICAIN DES POSTES  
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE  
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

		<u>2021</u> \$EU	<u>2020</u> \$EU
	<b>Notes d'acco mpagn ement</b>		
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>			
Excédent sur l'exercice		205 572	176 821
<b><i>Régularisation des éléments hors trésorerie :</i></b>			
Amortissements	13	20 294	20 895
Amortissement du fonds à bail	12	-	-
Subventions d'investissement engagées	18	(2 694)	(2 694)
Provisions pour arriérés de contributions de longue date	10	320 968	247 358
Gain sur cession d'actif		-	-
<b>Déficit d'exploitation avant variation du fonds de roulement</b>		<u>544 140</u>	<u>442 381</u>
<b><i>Variation du fonds de roulement</i></b>			
(Hausse)/baisse des arriérés de contribution	15	(426 977)	(335 188)
(Hausse)/baisse des débiteurs divers	16	(19 350)	(5 641)
Hausse/(baisse) des créditeurs divers	20	(31 615)	(30 733)
Hausse/(baisse) des obligations	20	24 666	10 366
Hausse/(baisse) du Fonds d'assistance technique		-	-
(Baisse)/hausse des contributions reçues à l'avance	19	(107 400)	14 885
<b>Flux de trésorerie nets provenant des/(destinés aux) activités d'exploitation</b>		<u>(16 536)</u>	<u>96 055</u>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>			
Construction du siège de l'UPAP (PAPU House)		(1 000 000)	
Produits sur cession d'actif		-	14
Acquisition des immobilisations corporelles	13	-	(7 807)
<b>Flux de trésorerie nets destinés aux investissements</b>		<u>(1 000 000)</u>	<u>(7 793)</u>
<b>Augmentation/(Réduction) nette des liquidités et équivalents</b>		<u>(1 016 536)</u>	<u>88 262</u>
<b>Espèces et quasi-espèces</b>			
En début d'exercice		<u>2 335 554</u>	<u>2 247 292</u>
<b>En fin d'exercice</b>	17	<u>1 319 018</u>	<u>2 335 554</u>

**UNION PANAFRICAINE DES POSTES  
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE  
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

Aux fins de la clôture de l'état des flux de trésorerie, les espèces et quasi-espèces sont composées d'espèces et quasi-espèces ainsi que des investissements financiers/dépôts à terme ayant une échéance égale ou inférieure à 3 mois.

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES  
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**

**ÉTAT COMPARATIF DES RECETTES BUDGÉTISÉES ET DES RECETTES RÉALISÉES DU  
1ER JUIN 2020 AU 31 MAI 2021**

	<b>Budget (A)</b>	<b>Montant réel (B)</b>	<b>Écart (A-B)</b>
	<b>\$EU</b>	<b>\$EU</b>	<b>\$EU</b>
<b>Recettes</b>			
Contributions des États membres	1 390 671	814 060	576 611
Contributions des membres associés	45 000	20 000	25 000
Arriérés de contribution	27 540	101 867	(74 327)
Arriérés du plan d'amortissement	-	-	-
<b>Autres recettes</b>			
Contributions volontaires	43 589	6 557	37 032
Produits et activités réalisés par l'Union	-	-	-
Fonds d'assistance technique	-	-	-
Dons/subventions	100 000	-	100 000
Intérêts sur dépôts à terme	13 000	113 079	(100 079)
Pénalités/amendes	7 500	24 633	(17 133)
Recettes diverses	12 700	32 162	(19 462)
	<b>1 640 000</b>	<b>1 112 358</b>	<b>527 642</b>
<b>Charges administratives</b>			
Émoluments du personnel	448 241	444 722	3 519
Dépenses communes de personnel	698 003	523 484	174 519
Frais de déplacement pour missions officielles	36 000	13 250	22 750
Entretien des locaux et du matériel	32 920	13 833	19 087
Communication	18 000	7 068	10 932
Autres charges	58 340	40 775	17 565
Ateliers, conférences et projets	89 074	34 779	54 295
	<b>1 380 577</b>	<b>1 077 911</b>	<b>302 667</b>
<b>Excédent/(déficit) sur l'exercice</b>	<b>259 423</b>	<b>34 447</b>	<b>224 975</b>
Dépenses d'investissement approuvées	-	-	-
	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

NB : Le budget original est composé d'un montant attribué en cours d'exercice et approuvé par le Conseil d'administration réuni en session budgétaire.

**NOTES D'ACCOMPAGNEMENT DES ÉTATS FINANCIERS  
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

**1 BASE DE PRÉPARATION**

Les présents états financiers ont été dressés conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS). La base d'évaluation appliquée est le coût historique, sauf dispositions contraires aux conventions comptables. Les états financiers de l'Union sont libellés en dollars américains (\$EU), la monnaie de fonctionnement de l'Union.

**Déclaration de conformité**

Les états financiers de l'Union panafricaine des postes (UPAP) ont été dressés conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS).

**Continuité de l'exploitation**

Les états financiers ont été élaborés sur la base du principe de la continuité d'exploitation, ce qui présuppose que le pays-hôte consentira une avance de fonds à l'Union conformément aux dispositions de l'article 15 de la Convention de l'Union aux termes desquels : " Le Gouvernement du pays-siège avance autant que possible à l'Union les fonds nécessaires à son fonctionnement en attendant leur remboursement "

Aucune observation n'a été formulée à l'attention de la Conférence des plénipotentiaires, du Conseil d'administration ou du Secrétariat général susceptible de semer le doute sur la capacité de l'Union à poursuivre ses activités sur les douze prochains mois à compter de la date de publication des présents états financiers.

**2 JUGEMENTS SIGNIFICATIFS EXERCES DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS**

**Récouvrabilité des arriérés à recevoir auprès des États membres**

Au 31 mai 2021, le montant brut des arriérés de contributions des États membres s'élevait à 1 800 358 \$EU (2020 : 1 729 349 \$EU). La Direction procède à une revue périodique de l'état des contributions à recevoir afin d'établir s'il existe un risque d'irrécouvrabilité desdits montants. En cas de risque d'irrécouvrabilité, le montant recouvrable est évalué aux fins du calcul de la provision pour perte de valeur, qui sera par la suite traitée dans l'état de la performance financière.

Préalablement à toute constitution de provision pour perte de valeur dans l'état de la performance financière, la Direction vérifie l'existence d'indications objectives qu'un État membre se trouvera en défaut de paiement de ses arriérés.

La vérification des indices de défaillance des États membres se fonde notamment sur une évaluation critique de la situation politique et économique de l'État concerné, ainsi que sur des éléments historiques et d'autres facteurs pertinents, à savoir la durée de la créance et les rajustements apportés en fin d'exercice. Voir la Note 15. La direction a évalué les contributions à recevoir, qui demeurent impayées depuis longtemps, et

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES  
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**

**NOTES D'ACCOMPAGNEMENT DES ÉTATS FINANCIERS  
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

procédé à la constitution des provisions conformément aux taux de provision adoptés par les membres de l'UPAP et détaillés dans la note 4(h).

**NOTES D'ACCOMPAGNEMENT DES ÉTATS FINANCIERS (suite)  
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

**3 MODIFICATION DES CONVENTIONS COMPTABLES ET DES INFORMATIONS À FOURNIR**

**Normes nouvelles/modifiées et interprétations**

Les conventions comptables adoptées par l'Union sont en cohérence avec celles de l'exercice précédent. Ci-après les normes arrêtées, non encore en vigueur mais applicables à la période comptable à compter du 1er juin 2020 :

- IPSAS 41 Instruments financiers - entrée en vigueur le 1er janvier 2022 ou après cette date.
- IPSAS 42 Avantages sociaux - entrée en vigueur le 1er janvier 2022 ou après cette date.

Les normes nouvelles et modifiées ainsi que les interprétations entrées en vigueur en cours d'exercice n'ont eu aucune incidence sur les conventions comptables, la situation et la performance financières de l'Union.

**4 SYNTHÈSE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES**

La synthèse des conventions comptables adoptées pour l'élaboration des états financiers ci-joints est présentée ci-après. Ces conventions ont été systématiquement observées au fil des exercices financiers, sauf dispositions contraires.

**(a) Comptabilisation des recettes**

Les recettes ne sont comptabilisées que dans la mesure où leurs avantages économiques reviennent à l'Union et qu'elles peuvent être évaluées de façon fiable. Les contributions des pays membres sont constatées selon la méthode de comptabilité d'exercice et le barème adopté par l'Union.

Les dons et subventions sont comptabilisés à condition d'obtenir l'assurance raisonnable de ce que ces derniers seront effectivement reçus et l'ensemble des conditions y afférentes sera respecté. Lorsque la subvention se rapporte à une charge, elle est comptabilisée en recettes sur la période correspondante afin de l'assortir de manière systématique aux coûts qu'elle est censé compenser. Lorsque la subvention se rapporte à un actif, la juste valeur est portée au crédit d'un compte des subventions d'investissement et imputée à l'état de la performance financière sur la durée de vie escomptée de l'actif concerné, par tranches annuelles égales. Les revenus issus des placements de dépôt à terme sont comptabilisés aux compte de résultats selon la méthode de la comptabilité de caisse.

**(b) Avantages sociaux**

L'Union dispose d'un régime de retraite contributif à prestations déterminées, domicilié provisoirement au Secrétariat général et selon lequel l'employeur et l'employé contribuent au minimum 7 % du traitement de base mensuel de l'employé. Toutefois, il est loisible à l'employé de porter sa quote-part à hauteur de 22,5 % de son traitement de base mensuel.

**NOTES D'ACCOMPAGNEMENT DES ÉTATS FINANCIERS (suite)  
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

Une fois les cotisations réglées, l'Union n'a plus d'autres obligations. Les contributions financières de l'Union sont imputées aux résultats de l'année à laquelle elles se rapportent.

**4 SYNTHÈSE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)**

**(b) AVANTAGES SOCIAUX (suite)**

**Autres avantages sociaux**

L'Union prend en charge 80 % des frais médicaux encourus par le personnel et les personnes à charge auprès des établissements désignés. Le coût y relatif est imputé à l'état de la performance financière.

Les avantages sociaux au titre des CDD, tels que les salaires, les cotisations sociales et les indemnités de transport en congé comptabilisés dans l'état de la performance financière sur la période d'activité des personnes concernées.

**(c) Provisions**

Les charges estimatives sont comptabilisées lorsque l'Union a une obligation en cours, (juridique ou implicite) résultant d'événements précédents et qu'il est probable qu'un décaissement incorporant des bénéfices économiques sera nécessaire pour honorer l'obligation et qu'une estimation fiable du montant pourra être faite.

**(d) Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au prix de revient diminué des coûts d'entretien courant, des amortissements et baisses de valeur cumulatifs. Ce coût comprend le coût d'un remplacement partiel au moment ledit coût est encouru, sous réserve de satisfaire aux critères de comptabilisation. L'amortissement est calculé sur une base linéaire en fonction de la durée d'utilisation des actifs. Les principaux taux annuels d'amortissement pratiqués à cet effet sont les suivants :

Véhicules automobiles	12,5%	
Équipements		10%
Meubles		8.5%
Bâtiments de bureau	4%	
Matériel informatique		20%

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles sont passées en revue pour déterminer si elles ont subi une baisse lorsque des événements ou des changements de circonstances peuvent laisser entrevoir que ces valeurs comptables peuvent être irrécouvrables.

Un élément inscrit dans les immobilisations corporelles est sorti du bilan lorsqu'il fait l'objet de cession ou lorsqu'aucun bénéfice économique n'est attendu de son utilisation ou de sa cession. Toute perte ou tout profit découlant de la non-

**NOTES D'ACCOMPAGNEMENT DES ÉTATS FINANCIERS (suite)  
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

comptabilisation de cet actif (la différence entre le bénéfice net réalisé sur la vente et la valeur comptable de l'actif) est inscrit dans l'état des résultats de l'exercice financier au cours duquel l'actif est sorti du bilan.

Les valeurs résiduelles, durées de vie utiles et les méthodes de comptabilisation sont examinées et ajustées au besoin, à la clôture de chaque exercice.

**4 SYNTHÈSE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)**

**(e) Transactions en devises étrangères**

***Devise fonctionnelle et de présentation***

Les états financiers de l'Union sont libellés en dollars américains (\$EU), la monnaie principale de l'environnement de fonctionnement immédiat de l'Union (" la devise fonctionnelle "). Les états financiers de l'Union sont présentés en dollars américains (\$EU), sauf indication contraire.

***Transactions et soldes***

Les transactions en devises étrangères sont converties en dollars américains (\$EU) en utilisant le taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les gains et les pertes au change résultant de ces transactions et de la traduction, au taux de fin d'exercice, des valeurs monétaires d'actifs et passifs libellés en devises étrangères, sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

**(f) Baisse de valeur des actifs**

L'Union détermine à chaque date de clôture s'il existe un indice objectif montrant qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers a perdu de la valeur. Un actif financier ou un groupe d'actifs financiers est durablement déprécié et une perte de valeur enregistrée si et si seulement il peut être prouvé qu'un ou plusieurs ultérieurs à l'acquisition de cet actif se sont produits et vont ainsi générer une baisse quantifiable des flux de trésorerie escomptés.

Sont notamment considérés comme indices objectifs de dépréciation, des signes qu'un État membre pourrait se retrouver en situation de crise financière grave et lorsque des données observables (notamment l'ancienneté des arriérés, des crises économiques et/ou politiques) révèlent une baisse quantifiable des flux de trésorerie escomptés.

S'agissant des comptes à recevoir, le montant de la perte est calculé comme étant la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie escomptés actualisé au taux d'intérêt effectif initial de l'actif financier. La valeur comptable de l'actif est réduite et le montant de la perte est porté à l'état de la performance financière. Si, au cours d'une période ultérieure, le montant de la perte de valeur diminue et si cette diminution peut être liée objectivement à un événement postérieur à la comptabilisation de la perte de valeur, la perte de valeur précédemment comptabilisée est reprise dans l'état de la performance financière.



**NOTES D'ACCOMPAGNEMENT DES ÉTATS FINANCIERS (suite)  
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

**(g) Encaisse et dépôts à court terme**

Les espèces et dépôts à court terme désignent les liquidités disponibles et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale égale ou inférieure à six mois. Ils sont évalués à leur coût amorti. Aux fins de la clôture de l'état des flux de trésorerie, les espèces et quasi-espèces sont composées d'espèces et quasi-espèces ainsi que des investissements financiers ayant une échéance égale ou inférieure à six (06) mois.

**4 SYNTHÈSE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)**

**(h) Contributions à recevoir des États membres et autres montants à recevoir**

Les créances sont comptabilisées pour leur montant initial, diminué des dépréciations estimées nécessaires en cas de risque de non-recouvrement. Une provision est constituée lorsqu'il existe des éléments de preuve tangible qu'il sera impossible à l'Union de recouvrer une dette. Les créances irrécouvrables sont annulés après identification et approbation par la Conférence des plénipotentiaires.

La Direction procède à une revue périodique de l'état des contributions à recevoir afin d'établir s'il existe un risque d'irrécouvrabilité desdits montants. En cas de risque d'irrécouvrabilité, le montant recouvrable est évalué aux fins du calcul de la provision pour perte de valeur, qui sera par la suite traitée dans l'état de la performance financière.

Les taux ci-après sont adoptés par l'Union pour la constitution des provisions pour arriérés de longue date à recevoir auprès des États membres :

<b>Durée de l'arriéré en années</b>	<b>Taux applicable</b>
0 à 2 ans	0%
3 ans	25%
4 ans	50%
5 ans	75%
Plus de 5 ans	100%

Ces taux ont été retenus selon les orientations de la Commission de l'Union africaine relatives à la constitution des provisions pour les dettes souveraines des États membres de l'UPAP.

**(i) Subventions et dons**

Les dons et subventions sont comptabilisés à condition d'obtenir l'assurance raisonnable de ce que ces derniers seront effectivement reçus et l'ensemble des conditions y afférentes sera respecté. Les dons sont comptabilisés au cours de l'exercice où ils sont reçus. Les subventions et les dons dont le principal objet consiste à permettre à l'Union d'achat, de constituer ou à défaut, d'acquérir des actifs à long

**NOTES D'ACCOMPAGNEMENT DES ETATS FINANCIERS (suite)  
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

terme, sont inscrits en produits constatés d'avance dans l'état de performance financière et transférés à l'état de performance financière sur toute la durée de vie utile des actifs concernés.

Les autres dons et subventions sont comptabilisés en recettes sur les périodes correspondantes afin de les assortir de manière systématique aux coûts qu'ils sont censés compenser. Les dons et subventions reçus en compensation des dépenses ou des pertes déjà encourues ou dans le but d'apporter un soutien financier à l'Union à aucun coût ultérieur, sont comptabilisés à l'état de performance financière sur la période au cours de laquelle ils deviennent recevables.

**4 SYNTHÈSE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)**

**(j) Impôts**

L'Union panafricaine des postes est exonérée d'impôts en vertu de l'annexe 4 de la loi sur les immunités et les privilèges diplomatiques et consulaires (N° 5 de 1986) et de l'ordonnance N° GN 120 de 1975 sur les mêmes immunités et privilèges diplomatiques et consulaires. Les montants perçus par les personnes ayant droit aux privilèges conférés par la loi sur les immunités et les privilèges diplomatiques et consulaires sont exonérées d'impôt sur le revenu en vertu de l'article 1(c) de l'annexe 2 de la loi de 2004 fixant l'impôt sur le revenu.

**(k) Investissement de la coentreprise**

Un accord de société en participation (joint venture) avait été conclu entre l'Union panafricaine des postes (UPAP) et la « TCRA » (Autorité de la régulation des communications) le 12 mars 2014 pour la construction dans la ville d'Arusha, du nouveau siège de l'UPAP baptisé « PAPU House ». Le projet est encore à ses débuts.

La participation de l'Union à la coentreprise est comptabilisée selon la méthode de mise en équivalence. Selon cette méthode, l'investissement dans la coentreprise est constaté initialement au coût. La valeur comptable de l'investissement est ajustée pour tenir compte de l'évolution de la quote-part de l'Union dans l'actif net de la coentreprise depuis la date d'acquisition. L'écart d'acquisition relatif à la coentreprise est compris dans la valeur comptable de l'investissement et n'est pas soumis à un test de dépréciation individuel.

**5 JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES SIGNIFICATIFS**

L'élaboration des états financiers de l'UPAP nécessite de la part de la Direction d'émettre des jugements, et d'utiliser des estimations et des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur les montants des produits, charges, actifs et passifs inscrits au bilan ainsi que la présentation du passif éventuel à la date des états financiers. Toutefois, les incertitudes inhérentes à ces hypothèses et estimations pourrait produire des résultats qui nécessiteraient un ajustement significatif de la valeur comptable de l'actif ou du passif impacté ultérieurement.

**NOTES D'ACCOMPAGNEMENT DES ÉTATS FINANCIERS (suite)  
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

**Jugements**

Dans la mise en application des conventions comptables et en dehors des jugements relatifs aux estimations, la Direction de l'UPAP a émis le jugement ci-après qui a l'impact le plus significatif sur les montants inscrits aux états financiers.

*Établissement de la durée de vie des immobilisations corporelles*

La Direction fait preuve de jugement raisonnable pour évaluer la durée de vie des immobilisations corporelle et par conséquent, des taux d'amortissement desdites immobilisations corporelles.

*Constitution des provisions pour contributions à recevoir auprès des États membres*

La Direction fait recours à des jugements raisonnables lors de la constitution des provisions pour arriérés de longue date assimilables à des créances douteuses, et sur la base de la durée des arriérés concernés. Les taux applicables s'inspirent de ceux de la Commission de l'UA en la matière.

**5 JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES SIGNIFICATIFS  
(suite)**

**Estimations et hypothèses**

Les hypothèses-clés relatives à l'avenir et les autres sources principales d'incertitude relative aux estimations à la date de clôture, et qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et passifs au cours de l'exercice suivant sont abordées ci-dessous.

*Continuité de l'exploitation*

Le Conseil d'administration et le Secrétariat général ont procédé à une évaluation de la capacité de l'UPAP à poursuivre ses activités et tout laisse à croire que fort du soutien de ses États membres, notamment la République unie de Tanzanie, pays-hôte de l'Union, celle-ci dispose des moyens lui permettant de poursuivre ses activités dans un avenir prévisible.

En outre, le Secrétariat général et le Conseil d'administration n'ont aucune connaissance d'incertitudes majeures susceptibles de jeter des doutes significatifs sur la capacité de l'Union à poursuivre ses activités. Par conséquent, le principe de la continuité d'exploitation sera maintenu pour l'élaboration des états financiers.

*Dépréciation d'actifs non financiers*

L'Union appréciera si ou non il existe des indicateurs de dépréciation pour l'ensemble des actifs non financiers à chaque date de clôture. Les actifs non financiers sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'il existe des indicateurs qui porte à croire que leurs valeurs comptables pourraient être irrécupérables. Lorsque la valeur d'utilité sert de base de calcul, la direction évalue les flux de trésorerie prévus à partir de l'actif ou

**NOTES D'ACCOMPAGNEMENT DES ÉTATS FINANCIERS (suite)  
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

de l'unité génératrice de trésorerie, et adopte un taux d'actualisation adéquat pour le calcul de la valeur actualisée nette desdits flux de trésorerie.

**6 GESTION DU RISQUE FINANCIER**

L'Union est exposée au risque de crédit et de liquidité. Les dirigeants de l'Union assurent la gestion de ces risques. Ils bénéficient de l'appui des Commissions et Groupes de travail administratifs et techniques qui assurent le rôle de conseils en matière de gestion des risques financiers et de mise en place d'un cadre de gouvernance adapté en la matière. La politique de l'Union interdit à cette dernière de s'engager dans toute opération à caractère spéculatif.

**Le risque de marché**

Le risque de marché est le risque de perte pour un investisseur résultant de facteurs ayant une incidence négative sur la performance globale des marchés financiers sur lesquels l'investisseur est engagé. L'UPAP n'est pas exposé à ce risque.

NOTES D'ACCOMPAGNEMENT DES ÉTATS FINANCIERS (suite)  
 DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021

6 GESTION DU RISQUE FINANCIER (suite)

Risque de crédit

Est considéré comme risque de crédit le risque de non respect de ses obligations dans le cadre d'un instrument financier ou d'un contrat avec un client, donnant ainsi lieu à des pertes financières. L'exposition de l'Union au risque de crédit provient de ses activités d'exploitation sur des sommes à recevoir et les contributions de États membres.

			A court terme	1 à 2 ans	Plus de 2 ans	Total
			\$EU	\$EU	\$EU	\$EU
<b>Exercice clos au 31 mai 2021</b>						
Contributions des membres			463 953	740 667	3 183 020	4 387 640
Débiteurs divers			24 990	-	-	24 990
<b>Total</b>			<b>488 943</b>	<b>740 667</b>	<b>3 183 020</b>	<b>4 412 630</b>

**Exercice clos au 31 mai 2020**

Contributions des membres			505 141	740 775	3 183 020	4 428 937
Débiteurs divers			5 641	-	-	5 641
<b>Total</b>			<b>510 782</b>	<b>740 775</b>	<b>3 183 020</b>	<b>4 434 578</b>

Risque de liquidité

L'Union assure le suivi de son exposition à une pénurie de fonds au moyen de prévisions de trésorerie et, au besoin, sollicite le concours des bailleurs de fonds.

			A court terme	1 à 2 ans	>2 ans	Total
			\$EU	\$EU	\$EU	\$EU
<b>Exercice clos au 31 mai 2021</b>						
Créditeurs divers et obligations			142 438	-	-	142 438
<b>Total</b>			<b>142 438</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>142 438</b>

**Exercice clos au 31 mai 2020**

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES  
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**

**NOTES D'ACCOMPAGNEMENT DES ÉTATS FINANCIERS (suite)  
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

Créditeurs divers et obligations	256 787	-	-	256 787
<b>Total</b>	<b>256 787</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>256 787</b>

**6 GESTION DU RISQUE FINANCIER (suite)**

**Risque de change**

Le risque de change provient de ce que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs connaîtront une fluctuation en raison de l'évolution des taux de change. L'exposition de l'Union au risque de change provient essentiellement de sa devise de fonctionnement. L'Union assure la gestion du risque de change par le maintien des comptes bancaires en devise étrangère.

Au 31 mai 2021, l'incidence des fluctuations du dollar américain par rapport au shilling tanzanien a été peu significative.

Il incombe à la Direction de veiller constamment à la mise en place et au maintien de dispositifs internes de contrôle financier et opérationnel afin de pouvoir apporter une certitude raisonnable sur les éléments ci-après :

- L'efficacité et l'efficience des opérations ;
- La conformité à la législation et la réglementation en vigueur ;
- La disponibilité de la comptabilité ;
- La continuité de l'exploitation dans des conditions normales et dans des conditions défavorables ; et
- Des comportements responsables vis-à-vis de l'ensemble des parties prenantes.

L'efficacité de tout système de contrôle interne passe par le strict respect des mesures prescrites. Il existe toujours des risques de non respect de ces mesures par le personnel. Aucun système de contrôle interne ne constitue une garantie absolue contre des inexactitudes ou des pertes, certes, mais le dispositif de l'Union est conçu de manière à donner à la Conférence des ministres africains en charge de la poste une certitude raisonnable du fonctionnement efficace des procédures mises en place.

	<u>2021</u> \$EU	<u>2020</u> \$EU
<b>7 CONTRIBUTIONS DES ÉTATS MEMBRES</b>		
Contributions des États membres (Annexe I)	<u>1 390 671</u>	<u>1 390 671</u>

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES  
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**

**NOTES D'ACCOMPAGNEMENT DES ÉTATS FINANCIERS (suite)  
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

	<u>2021</u> \$EU	<u>2020</u> \$EU
<b>8 AUTRES RECETTES</b>		
Contributions des membres associés	55 000	55 000
Projet conjoint avec l'UPU (projet CDS et table ronde sur la rémunération)		152 391
Prise en charge de pause café par le Cameroun au cours de la célébration du 40ème anniversaire au profit du candidat au poste de VDG de l'UPU	6 557	-
Don au projet « PAPU House »	-	9 955
Intérêts pour paiement tardif des contributions annuelles	24 633	18 424
Remboursement de TVA sur les achats locaux	31 845	4 673
Intérêts sur dépôts à terme	113 079	94 627
Plus-value sur cession d'actif	-	14
Recettes diverses	-	3 911
Recouvrement des contributions radiées	-	305
Recouvrement d'allocation familiale versée en trop sur l'exercice 2019/2020	317	-
	<u><b>231 431</b></u>	<u><b>339 300</b></u>
<b>9 FRAIS D'ADMINISTRATION</b>		
Avantages sociaux (Note 11)	968 205	945 689
Déplacement pour missions officielles	13 251	48 206
Entretien des locaux et du matériel	13 883	13 589
Communication	7 068	8 596
Autres charges	40 776	39 702
Conférences, ateliers, programmes/projets techniques	34 779	231 808
	<u><b>1 077 962</b></u>	<u><b>1 287 591</b></u>
<b>10 Provisions pour créances douteuses</b>		
Provisions pour arriérés de contributions de longue date (Note 15)	320 968	247 358
	<u><b>320 968</b></u>	<u><b>247 358</b></u>
<b>11 AVANTAGES SOCIAUX</b>		
Traitements et salaires	444 722	439 401
Régime de retraite contributif à prestations déterminées	39 361	38 395
Autres dépenses de personnel	484 122	467 893
	<u><b>968 205</b></u>	<u><b>945 689</b></u>

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES  
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**

**NOTES D'ACCOMPAGNEMENT DES ÉTATS FINANCIERS (suite)  
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

	<u>2021</u> \$EU	<u>2020</u> \$EU
<b>12 FONDS A BAIL</b>		
En début d'exercice	2 067 017	32 690
Parcelle n° 113/2**	-	2 034 327
Gains de juste valeur sur les terrains		-
**Cessions au projet « PAPU House »	<u>(2 067 017)</u>	<u>-</u>
<b>En fin d'exercice</b>	<u>-</u>	<u>2 067 017</u>

Le fonds à bail (terrain) avait été attribué par le gouvernement de la République unie de Tanzanie en vertu du permis d'utilisation N° 12648 délivré le 11 mai 1998 pour une durée de 99 ans. La superficie du terrain s'élève à 3 637 mètres carrés. Les frais et autres charges relatives au terrain ont été pris en charge par les États membres.

La nouvelle parcelle N° 113/2 Golf Course, Sekei ward, Arusha, faisait partie intégrante de la parcelle attribuée à l'UPAP depuis 1984 mais exclue par inadvertance lors de la délivrance en 1998 du titre foncier de la parcelle N° 111, Block "Z" sise au même lieu. Depuis lors, le Secrétariat général a entrepris des démarches énergiques pour la restitution de ce terrain ; lesquelles démarches ont abouti au dénouement heureux du 21 janvier 2019. Ainsi, suite à une expertise réalisée par la municipalité d'Arusha, la valeur marchande du terrain est désormais arrêtée à quatre milliards six cent trente-huit millions de shillings tanzaniens (4 638 000 000 TZS), soit l'équivalent de deux millions trente-quatre mille trois cent vingt-sept dollars américains (2 034 327 \$EU) avec bail d'une durée de 66 ans.

Les parcelles n° 111 et n° 113/2 Block « Z » sont désormais fusionnées en une seule parcelle n° 114 Block « Z ». La valeur cumulée a été cédée à la coentreprise propriétaire du projet « PAPU House » conformément aux dispositions de l'accord de coentreprise sous forme d'apport en nature.

\*\*Le solde de la juste valeur du terrain a été cédé à la coentreprise au 31 mai 2021.



UNION PANAFRICAIN DES POSTES  
SÉCRÉTARIAT GÉNÉRAL

NOTES D'ACCOMPAGNEMENT DES ÉTATS FINANCIERS (suite)  
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021

13 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	mmeubles	Véhicules et machines	Meubles et équipemen ts	Total
	\$EU	\$EU	\$EU	\$EU
<b>2021</b>				
<b>Coût estimatif</b>				
Au 1er juin 2020	160 080	110 785	170 684	441 549
Radiations de réévaluation	(85 719)	-	-	(85 719)
Gains de réévaluation	57 039	-	-	57 039
	<b>131 400</b>	<b>110 785</b>	<b>170 684</b>	<b>412 869</b>
Acquisitions	-	-	-	-
<b>Au 31 mai 2021</b>	<b>131 400</b>	<b>110 785</b>	<b>170 684</b>	<b>412 869</b>
<b>Amortissements</b>				
Au 1er juin 2020	85 719	90 170	139 790	315 679
Radiations de réévaluation	(85 719)	-	-	(85 719)
	<b>-</b>	<b>90 170</b>	<b>139 790</b>	<b>229 960</b>
Dotation sur l'exercice	5 256	8 276	6 762	20 294
<b>Au 31 mai 2021</b>	<b>5 256</b>	<b>98 446</b>	<b>146 552</b>	<b>250 254</b>
<b>Valeur comptable nette</b>				
<b>Au 31 mai 2021</b>	<b>126 144</b>	<b>12 339</b>	<b>24 132</b>	<b>162 615</b>
<b>2020</b>				
<b>Coût estimatif</b>				
Au 1er juin 2019	160 080	110 785	162 877	433 742
Acquisitions	-	-	7 807	7 807
Cessions	-	-	-	-
<b>Au 31 mai 2020</b>	<b>160 080</b>	<b>110 785</b>	<b>170 684</b>	<b>441 549</b>
<b>Amortissements</b>				
Au 1er juin 2019	80 516	81 894	132 374	294 782
Dotation sur l'exercice	5 203	8 276	7 416	20 895
Cessions	-	-	-	-
<b>Au 31 mai 2020</b>	<b>85 719</b>	<b>90 170</b>	<b>139 790</b>	<b>315 679</b>
<b>Valeur comptable nette</b>				
<b>Au 31 mai 2020</b>	<b>74 361</b>	<b>20 615</b>	<b>30 894</b>	<b>125 870</b>

**NOTES D'ACCOMPAGNEMENT DES ÉTATS FINANCIERS (suite)  
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

**13 IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)**

Au nombre des immobilisations corporelles figurent deux (2) véhicules amortis d'une valeur de 44 578 \$EU, du mobilier et du matériel d'une valeur de 120 897 \$EU encore en service, faute de moyens pour procéder à leur remplacement. Vu l'importance des frais d'entretien et de fonctionnement, l'Union devra les remplacer dès la mise à disposition des moyens nécessaires.

**14 INVESTISSEMENTS DE LA COENTREPRISE**

	<u>2021</u> \$EU	<u>2020</u> \$EU
Construction du siège de l'UPAP (PAPU House)		
En début d'exercice	3 020 917	3 020 917
Parcelle fusionnée n° 113/2	2 067 017	-
Ajouts ou transferts au profit de la coentreprise	1 000 000	-
	<u><b>6 087 934</b></u>	<u><b>3 020 917</b></u>

Un contrat de coentreprise (joint venture) a été conclu entre l'Union panafricaine des postes (UPAP) et la « TCRA » (Autorité de la régulation des communications) le 12 mars 2014 pour la construction du nouveau siège de l'UPAP baptisé "PAPU House" sis à l'adresse Plot No. 111, Block Z, Golf Course, Arusha City.

La participation de l'UPAP à la coentreprise est composée d'un terrain d'une valeur de 2 020 917 \$EU et d'un apport en espèces de 4 000 000 \$EU. Les travaux de construction ont effectivement démarré au mois de janvier 2020. Auparavant, l'UPAP avait procédé au virement de la somme de 1 000 000 \$EU au compte de la coentreprise en juin 2015, d'un montant de 1 000 000 \$EU en mai 2021, et mis le terrain à la disposition du projet. En vertu de l'accord de coentreprise, l'UPAP a droit à la propriété à hauteur de 60% tandis que la TCRA en a droit à 40%.

Le 21 janvier 2019, le gouvernement de la République unie de Tanzanie a accordé à l'UPAP la parcelle n° 113/2 Block Z Sekei, Arusha, avec droit d'occupation d'une durée de soixante-six (66) ans. La superficie du terrain attribué s'élève à 5 797 mètres carrés. Le projet de la coentreprise est désormais implanté sur cette parcelle dont la superficie est supérieure à celle de la parcelle n° 111. En effet, les deux parcelles ont été fusionnées en une seule avec un seul numéro en fin mai 2021.

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES  
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**

**NOTES D'ACCOMPAGNEMENT DES ÉTATS FINANCIERS (suite)  
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

	<u>2021</u> \$EU	<u>2020</u> \$EU
<b>15 ÉTAT DES ARRIÉRÉS DE CONTRIBUTION DES ÉTATS MEMBRES</b>		
Contributions à recevoir (Note 21)	4 870 914	4 443 937
Moins : Provision pour baisses de valeur	(3 020 556)	(2 699 589)
Contributions à recevoir (net)	<u><b>1 850 358</b></u>	<u><b>1 744 348</b></u>
<b>Mouvement des provisions</b>		
Solde en début d'exercice	2 699 589	2 452 536
Dotation sur l'exercice	320 967	247 358
Radiations	-	305
Solde en fin d'exercice	<u><b>3 020 556</b></u>	<u><b>2 699 589</b></u>
<b>Constitution des provisions pour arriérés de contribution</b>		
Angola	70 817	41 790
Burundi	-	-
République centrafricaine	391 638	381 408
Comores	300 886	292 338
République du Congo	22 654	9 645
République démocratique du Congo	35 020	14 734
Érythrée	125 053	106 956
Gabon	20 087	6 642
Gambie	200 016	181 918
Ghana	21 862	7 533
Guinée	181 200	157 456
Liberia	215 579	197 483
Libye	264 612	187 543
Maroc	206 944	206 944
Sierra Leone	340 299	322 202
Somalie	322 538	322 538
Soudan	108 705	69 814
Togo	192 647	192 647
	<u><b>3 020 556</b></u>	<u><b>2 699 589</b></u>
<b>Analyse chronologique des contributions à recevoir</b>		
<b>Age de la contribution à recevoir</b>		
0 à 2 ans	1 281 991	1 245 917
3 ans	355 904	352 194
4 ans	352 194	301 124
5 ans	301 124	274 897
Plus de 5 ans	2 529 702	2 254 805
Intérêts pour retard de paiement	-	-

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES  
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**

**NOTES D'ACCOMPAGNEMENT DES ÉTATS FINANCIERS (suite)  
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

	<u><b>4 820 915</b></u>	<u><b>4 428 937</b></u>
	<u><b>2021</b></u>	<u><b>2020</b></u>
	<u><b>\$EU</b></u>	<u><b>\$EU</b></u>
<b>16 DÉBITEURS DIVERS</b>		
Paielements à l'avance	24 990	5 641
Prêts et avances accordés au personnel	-	-
	<u><b>24 990</b></u>	<u><b>5 641</b></u>
<b>17 LIQUIDITÉS ET SOLDES BANCAIRES</b>		
Soldes bancaires	1 319 018	2 335 554
Dépôt à terme supérieur à 3 mois	-	-
	<u><b>1 319 018</b></u>	<u><b>2 335 554</b></u>
<b>18 SUBVENTION D'INVESTISSEMENT REPORTÉE</b>		
En début d'exercice	54 106	56 800
Subventions engagées sur l'exercice	(2 694)	(2 694)
En fin d'exercice	<u><b>51 413</b></u>	<u><b>54 106</b></u>
<b>19 CONTRIBUTIONS DES ÉTATS MEMBRES REÇUES D'AVANCE</b>		
Contributions reçues à l'avance (Note 22)	<u><b>95 323</b></u>	<u><b>202 724</b></u>
<b>20 OBLIGATIONS ET CRÉDITEURS DIVERS</b>		
Obligations/Charges constatées	46 923	22 257
Créditeurs divers	192	31 807
	<u><b>47 114</b></u>	<u><b>54 064</b></u>

**UNION PANAFRICAIN DES POSTES  
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**

**NOTES D'ACCOMPAGNEMENT DES ÉTATS FINANCIERS (suite)  
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

	<b>2021</b>	<b>2020</b>
	<b>\$EU</b>	<b>\$EU</b>
<b>21 CONTRIBUTIONS À RECEVOIR AUPRÈS DES ÉTATS MEMBRES</b>		
<b>État membre</b>		
Algérie	-	-
Angola	210 742	178 596
Bénin	22 270	366
Botswana	58	
Burundi	18 849	18 634
République centrafricaine	396 754	396 754
Tchad	67 296	44 524
Comores	305 160	305 160
République du Congo	120 351	97 146
République démocratique du Congo	188 947	152 328
Égypte	75	146
Guinée équatoriale	45 256	22 895
Érythrée	209 132	189 816
Éthiopie	20	27 784
Gabon	138 665	109 832
Gambie	284 094	264 778
Ghana	145 560	115 586
Guinée	291 513	266 170
Lesotho	113	21 676
Liberia	299 157	280 053
Libye	621 641	540 408
Madagascar	157	205
Malawi	197	-
Mali	282	-
Maroc	207 098	207 098
Mozambique	23 403	23 355
Namibie	256	-
Niger	102	558
Nigeria	394	-
Sénégal	98	-
Sierra Leone	424 378	405 062
Somalie	322 538	322 538
Soudan	283 712	244 822
Togo	192 647	192 647
Ouganda	-	-
Zimbabwe	-	-
Asaase GPS	30 000,00	15 000
DP. World Head Office	20 000	-
<b>Total</b>	<b>4 870 914</b>	<b>4 443 937</b>

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES  
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**

**NOTES D'ACCOMPAGNEMENT DES ÉTATS FINANCIERS (suite)  
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
	<u>\$EU</u>	<u>\$EU</u>
<b>22 CONTRIBUTIONS DES ÉTATS MEMBRES REÇUES D'AVANCE</b>		
État membre		
Botswana	129	30
Burkina Faso	24 341	165
Cameroun	3 944	61 252
Cote d'Ivoire	207	3 953
Eswatini (Swaziland)	-	217
Éthiopie	-	-
Lesotho	-	-
Malawi	-	20
Mali	-	7
Niger	-	-
Namibie	4 671	20
Afrique du Sud	86	81 548
Tanzanie	58 998	86
Tunisie	0	52 369
Ouganda	2 947	-
Zambie		3 056
Zimbabwe	-	-
	<u><b>95 323</b></u>	<u><b>202 724</b></u>
<b>23 Caisse de retraite</b>		
Caisse de retraite	543 323	440 019
Caisse de retraite domiciliée auprès de KCB Bank	(543 323)	(440 019)
	<u><b>-</b></u>	<u><b>-</b></u>

L'Union dispose d'un régime de retraite contributif à prestations déterminées, selon lequel l'employeur et l'employé contribuent à hauteur de 7,5% et de 15% respectivement du traitement de base mensuel de l'employé. Les fonds de ladite Caisse de retraite sont actuellement administrés par le Secrétariat général de l'UPAP et les fonds déposés sur un compte bancaire indépendant auprès de la KCB Bank (Tanzania) Limited.

**24 OPÉRATIONS AVEC DES PARTIES LIÉES**

Les parties liées de l'Union sont l'Union africaine, les États membres et les principaux dirigeants que sont le Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint, les Chefs de départements administration et finance, exploitation et technologies, et le directeur du cabinet du Secrétaire général.

Les opérations et le solde y relatif avec les États membres de l'Union africaine portent sur des dons (Note 7), des contributions à recevoir (Note 21) et des contributions payées à l'avance (Note 22).

**NOTES D'ACCOMPAGNEMENT DES ÉTATS FINANCIERS (suite)  
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

**24 OPÉRATIONS AVEC DES PARTIES LIÉES (suite)**

Les opérations avec les principaux dirigeants enregistrés au cours de l'exercice se résument comme suit :

	<b>2021</b>	<b>2020</b>
	<b>\$EU</b>	<b>\$EU</b>
<b>Rémunération des principaux dirigeants</b>		
Traitements et avantages à court terme	234 909	231 893
Avantages postérieurs à l'emploi	17 905	12 115
Assurance maladie	8 910	8 735
Gratifications	23 188	23 188
	<b>284 912</b>	<b>275 931</b>

**25 ENGAGEMENTS DE CAPITAUX**

Projet en coentreprise : construction du siège de l'UPAP (PAPU House)

4 000 000      3 000 000

Un contrat de coentreprise (joint venture) a été conclu entre l'Union panafricaine des postes (UPAP) et la « TCRA » (Autorité de la régulation des communications) le 12 mars 2014 pour la construction du nouveau siège de l'UPAP baptisé "PAPU House" sis à l'adresse Plot No. 111, Block Z, Golf Course, Arusha City. L'avenant à l'accord initial de coentreprise a été paraphé le 18 juin 2021. L'engagement financier de l'UPAP PAPU s'élève à la somme de 8 186 643,84 \$EU, dont 4 186 643,84 \$EU représentant la valeur du terrain n° n114, et un apport en numéraire de 4 000 000 \$EU. En vertu de l'accord, l'UPAP a droit à la propriété à 60% tandis que la TCRA en a droit à 40%.

L'UPAP a déjà procédé à la mise à disposition du terrain et au virement d'une somme de 3 100 000 \$EU au compte de la coentreprise. Le solde de 900.000 \$EU demeure exigible et sera viré au fur et à mesure de la mobilisation des fonds prévus à cet effet.

Aux termes de ce contrat :

- Les parties souhaitent réaliser le projet de construction du siège de l'Union dans l'objectif de répondre aux besoins actuels et futurs en espace de bureaux des deux parties et de mettre en location l'espace comme source de revenus.
- L'UPAP et la TCRA ont convenu d'investir 60% et 40% respectivement dans ce projet. L'apport de l'UPAP comprend la valeur de la parcelle fusionnée et du bâtiment qui s'y trouve.
- Par conséquent, les participations de l'UPAP et de la TCRA sont de 60% et de 40% respectivement.
- L'apport en numéraire est arrêté à un montant minimum de 4 000 000 \$EU.
- La TCRA contribue aux fonds propres à hauteur de 40% du coût d'investissement et garanti tout prêt à long terme permettant de financer les autres besoins du placement.
- Les recettes provenant de la location du nouveau siège serviront en premier lieu au remboursement du prêt à long terme accordé à la coentreprise entre l'Union et la TCRA. Par la suite, les recettes et les passifs seront partagés proportionnellement entre les deux parties, soit 60% et 40% pour l'Union et la TCRA respectivement.

**NOTES D'ACCOMPAGNEMENT DES ÉTATS FINANCIERS (suite)  
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

- L'UPAP considère que la valeur de la parcelle fusionnée n° 114 et des constructions provisoires, qui s'élève à 4 186 643,84 \$EU, doit être traitée comme composante de son apport en nature à la coentreprise avant toute modification éventuelle de la structure du capital en cours d'exécution du projet.

**26 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE DU BILAN**

Il s'agit de tout événement, favorables et défavorables, qui se produisent entre la clôture de l'exercice et la date d'autorisation de la publication des états financiers. On distingue deux catégories d'événements :

- ☐ ceux qui apportent la preuve de conditions qui existaient à la fin de la période de référence (événements donnant lieu à des régularisation après la période de référence) ; et
- ☐ ceux qui sont indicatifs de conditions survenues après la période de référence (événements non régularisables après la période de référence).

**(i) S'agissant de la pandémie de Covid-19,**

La pandémie de Covid-19 a continué de peser sur les économies des États membres, en particulier sur les activités des opérateurs publics désignés. Elle a également une incidence sur la capacité du Secrétariat général à remplir sa mission en permettant à ses agents de fonctionner en présentiel à certaines périodes au cours de l'exercice. Au nombre des risques induits par cette pandémie figurent les perturbations du marché, des services et de la chaîne d'approvisionnement ; l'augmentation du risque de crédit en raison de la diminution des contributions financières statutaires ; l'incapacité de réaliser les activités prévues en fonctionnant en mode présentiel ; les restrictions gouvernementales sur les déplacements physiques ; la mise en quarantaine dans certains lieux, entre autres.

Le Conseil d'administration estime qu'au moment de la publication des présents états financiers, il était impossible de prendre toute la mesure des conséquences éventuelles de la pandémie sur les activités de l'Union. Sur la base des connaissances actuelles, l'on peut raisonnablement estimer que les résultats au cours du prochain exercice financier, différents des jugements et des hypothèses utilisés cette année, ne donneront pas lieu à des retraitements significatifs des valeurs comptables de l'actif ou du passif portés dans les états financiers.

Au moment de la publication des états financiers, le Conseil d'administration n'a aucune raison de croire que les effets du Covid-19 auront probablement des impacts négatifs significatifs sur les activités de l'Union. En outre, le Conseil d'administration estime que l'UPAP poursuivra ses activités dans un avenir prévisible, compte tenu de la disponibilité du soutien financier des États membres et des Membres associés, ainsi que de l'engagement du pays hôte (le gouvernement de la République-Unie de Tanzanie) à avancer les fonds nécessaires à la mise en œuvre des activités approuvées avant le remboursement.

**(ii) Fusion des parcelles de terrain de l'UPAP**

Suite aux appels réitérés de l'Union, le pays hôte a restitué la parcelle de terrain initialement attribuée à l'UPAP à sa création. Les travaux de construction de l'immeuble siège de l'UPAP se poursuivent sur le lot fusionné n°114. Les partenaires de la coentreprise ont convenu que la parcelle fusionnée, évaluée à 4 186 644 \$EU, soit considérée comme apport en nature de l'UPAP, ce qui entraînera une contribution en espèces équivalente de la part de la TCRA. Un avenant à l'Accord de



**NOTES D'ACCOMPAGNEMENT DES ÉTATS FINANCIERS (suite)  
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

coentreprise initial a été signé le 18 juin 2021 en vue de la prise en compte de l'apport de la parcelle restituée à l'UPAP et l'implantation du chantier sur la parcelle n° 114, Block Z.

**27 CHIFFRES COMPARATIFS**

Aucune modification des chiffres comparatifs. Les états présentés au cours de l'exercice précédent concordent avec ceux de l'exercice en cours.

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES  
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**

**ANNEXE 1 : MOUVEMENT DES CONTRIBUTIONS A RECEVOIR AUPRÈS DES ÉTATS MEMBRES  
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

<b>N° d'ordre</b>	<b>Etat membre</b>	<b>Report des arriérés au 01.06.2020</b>	<b>Barème 2020/21</b>	<b>Intérêts 2020/2021</b>	<b>Total exigibles au 31/05/2020</b>	<b>Recettes totales (\$EU)</b>	<b>Total des arriérés de contributions (en \$EU)</b>
1	Angola	178 596	30 043	2 103	210 742	-	210 742
2	Bénin	366	21 687	217	22 270	-	22 270
3	Botswana		29 394	98	29 462	29 404	58
4	Burundi	18 634	18 052	181	36 867	18 017	18 849
5	République centrafricaine	396 754	-	-	396 754	-	396 754
6	Tchad	44 524	21 687	1 084	67 296	-	67 296
7	Comores	305 160	-	-	305 160	-	305 160
8	Congo (Brazzaville)	97 146	21 687	1 518	120 351	-	120 351
9	République démocratique du Congo	152 328	34 223	2 396	188 947	-	188 947
10	Égypte	146	76 877	-	77 022	76 947	75
11	Guinée équatoriale	22 895	21 687	674	45 256	-	45 256
12	Érythrée	189 816	18 052	1 264	209 132	-	209 132
13	Éthiopie	27 784	27 700	-	55 484	55 464	20
14	Gabon	109 832	26 947	1 886	138 665	-	138 665
15	Gambie	264 778	18 052	1 264	284 094	-	284 094
16	Ghana	115 586	28 013	1 961	145 560	-	145 560
17	Guinée	266 170	23 685	1 658	291 513	-	291 513
18	Lesotho	21 676	21 687	108	43 472	43 359	113
19	Liberia	280 053	18 052	1 052	299 157	-	299 157
20	Libye	540 408	76 877	4 356	621 641	-	621 641
21	Madagascar	205	23 487	157	23 848	23 691	157
22	Malawi		21 687	217	21 884	21 687	197
23	Mali		21 687	-	21 680	21 398	282
24	Maroc	207 098	63 423	-	270 521	63 423	207 098
25	Mozambique	23 355	23 059	269	46 683	23 279	23 403
26	Namibie		25 379	212	25 570	25 315	256

UNION PANAFRICAINNE DES POSTES  
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

ANNEXE 1 : MOUVEMENT DES CONTRIBUTIONS A RECEVOIR AUPRÈS DES ÉTATS MEMBRES  
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021

N° d'ordre	Etat membre	Report des arriérés au 01.06.2020	Barème 2020/21	Intérêts 2020/2021	Total exigibles au 31/05/2020	Recettes totales (\$EU)	Total des arriérés de contributions (en \$EU)
27	Niger	558	21 687	72	22 317	22 215	102
28	Nigeria	-	76 877	384	77 261	76 867	394
29	Sénégal		26 823	45	26 868	26 770	98
30	Sierra Leone	405 062	18 052	1 264	424 378	-	424 378
31	Somalie	322 538	-	-	322 538	-	322 538
32	Soudan	244 822	38 891	-	283 712	-	283 712
33	Togo	192 647	-	-	192 647	-	192 647
34	Asaase GPS	15 000	15 000	-	30 000	-	30 000
35	DP. World Head Office	-	20 000	-	20 000	-	20 000
<b>Arriérés de contributions</b>		<b>4 443 937</b>	<b>930 454</b>	<b>24 438</b>	<b>5 398 752</b>	<b>527 838</b>	<b>4 870 914</b>
la provision pour créances douteuses		2 699 893					3 020 556
Moins :	Recouvrement des créances douteuses	305					-
		<b>1 744 349</b>					<b>1 850 358</b>

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES  
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**

**ANNEXE 2 : MOUVEMENT DES CONTRIBUTIONS REÇUES A L'AVANCE AUPRÈS DES ÉTATS MEMBRES  
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2021**

N° d'ordre	Etat membre	Report des arriérés au 01.06.2020	Barème 2020/21	Contributions annulées	Montant total exigible (\$EU) 31/05/2021	Arriérés d'exercices antérieurs (\$EU)	Recettes totales (\$EU)	Intérêts 2020/2021	Total des arriérés (en \$EU)
1	Burkina Faso	(165)	21 687	-	21 558	-	21 687	36	(129)
2	Cameroun	(61 252)	36 911	-	(24 341)	-	-	-	(24 341)
3	Côte d'Ivoire	(3 953)	41 188	-	37 234	-	41 178	-	(3 944)
4	Eswatini (Swaziland)	(217)	21 687	-	21 470	-	21 677	-	(207)
5	Afrique du Sud	(81 548)	76 877	-	(4 671)	-	-	-	(4 671)
6	Tanzanie	(86)	33 117	-	33 031	-	33 117	-	(86)
7	Tunisie	(52 369)	64 447	-	12 139	11 139	71 137	60	(58 998)
8	Ouganda	-	29 924	-	29 925	-	29 925	-	(0)
9	Zambie	(3 056)	22 795	-	19 837	-	22 785	99	(2 947)
		<b>(202 646)</b>	<b>348 633</b>		<b>146 181</b>	<b>11 139</b>	<b>241 505</b>	<b>195</b>	<b>(95 323)</b>